

Casablanca, le 06 février 2023

COMMUNIQUE DE PRESSE

Spécial « Le pourtour Méditerranéen : Quelle dynamique d'intégration ? »

Le Centre Marocain de Conjoncture a le plaisir de vous annoncer la parution de sa dernière publication mensuelle « **Maroc Conjoncture** » n° 353. Il s'agit d'un spécial portant sur le pourtour Méditerranéen : Quelle dynamique d'intégration ? Et voici les principaux axes :

Changement Climatique et Transition énergétique : Quelles articulations dans les pays méditerranéens ?

La région méditerranéenne est particulièrement vulnérable au changement climatique comme le constatent les rapports successifs du GIEC et plus récemment du MEDDEC (The Mediterranean Experts on Climate and environmental).

Répondre aux besoins croissants en matière d'approvisionnement et d'infrastructures énergétiques, tout en prenant en compte les défis de l'atténuation, de l'accès à l'énergie et du développement, figure parmi les grands enjeux de l'espace Méditerranéen. La mise en œuvre des engagements internationaux des pays méditerranéens, dans une démarche de coopération énergétique, permettrait à la région de diviser par deux son taux de dépendance énergétique et de faire face au défi du changement climatique.

Contribution du Maroc à la Régulation Migratoire : Un partenariat méditerranéen "gagnant-gagnant"

La célébration de la journée internationale des migrants (Rabat, décembre 2022) a été une occasion pour rappeler le potentiel contributif, véhiculé par des mouvements migratoires, porteurs de valeurs en faveur du changement, du renfort économique et du progrès social, au profit des communautés d'accueil. Le déplacement de ces individus est, également, porteur de risques du fait d'une mobilité qui fragilise leurs moyens de défense contre les réseaux de trafiquants de tout genre. Le Ministre Conseiller, Chef de la Coopération de la Délégation de l'Union européenne au Maroc, n'a pas manqué de souligner l'importance du défi à relever pour une mise en œuvre de politiques d'intégration et de protection des droits des personnes migrantes. Tel est l'objet du Programme Régional de Développement et de Protection (RDPP), lancé en 2019 et destiné à assister les pays de la rive Sud méditerranéenne (Maroc, Algérie, Libye, Tunisie, Égypte) pour la réalisation de leurs stratégies nationales de protection, d'intégration et d'autonomisation des populations migrantes.

Les échanges Commerciaux méditerranéens : Pour une réduction de l'asymétrie des rapports Nord-Sud

Les pays du pourtour méditerranéen sont liés par l'histoire et la géographie mais leurs niveaux de vie, leurs régimes politiques et leurs modes de vie sont très différents. A cela s'ajoute, parfois, l'existence de conflits ouverts entre ces pays. Ces caractéristiques complexifient le processus d'intégration de la méditerranée auquel l'Union Européenne et ses partenaires aspirent depuis de nombreuses années. La zone de libre-échange peine à se concrétiser mais de nombreux accords bilatéraux ont été conclus entre différents pays. Le Maroc en fait partie. Les résultats obtenus sont mitigés même si de nombreuses avancées ont été réalisées dans le sens d'une ouverture de plus en plus large de l'économie nationale sur l'extérieur : le déficit du commerce marocain reste structurellement négatif et en détérioration, la structure des échanges tant au niveau des exportations qu'au niveau des importations ne se modifient que lentement.

Les Flux d'Investissement Etrangers du Maroc : Quelles opportunités pour le positionnement du Maroc ?

Entre 2016 et 2018(1), les flux d'IDE marocains sortants représentent environ 0,7% du PIB, ce qui est en-dessous des pays à revenu intermédiaire (1%), du Chili (1,77%), de la Malaisie (2,33%) et des pays à haut revenu (2,63%), mais qui est au-dessus de la Roumanie (0,5%), de la Turquie (0,5%), de la Tunisie (0,27%) et de l'Indonésie (-0,14%). Bien que les flux d'IDE soient extrêmement volatiles d'une année à l'autre, on voit que depuis le début de la décennie 2000, la tendance des IDE réalisés par le Maroc est clairement à la hausse : les opérateurs marocains investissent de plus en plus à l'étranger. Toujours sur la période la plus récente, 32% des IDE marocains sont investis en Afrique sub-saharienne. Cette part n'a pas suivi une tendance à la hausse au cours de ces dix dernières années. La part des flux d'IDE marocains destinés à l'UE est également de 32%, 12% vont dans les pays du Golfe, 1% dans les pays du Maghreb et 22% dans le Reste du Monde (RdM).

Espace Méditerranéen : Quelle dynamique d'intégration ?

La politique d'intégration en méditerranée s'est basée depuis son lancement sur le développement des échanges entre les pays partenaires. Force est de constater qu'aujourd'hui, nombre d'éléments à la base de cette politique ont profondément changé. On constate en premier lieu que les flux mondiaux de production, d'échange et d'investissement s'activent de plus en plus à travers les chaînes de valeur mondiales. Ensuite, les nouvelles technologies de l'information et de la communication favorisent une intégration plus poussée des espaces et des marchés. Par ailleurs, le changement climatique qui affecte plus particulièrement l'espace méditerranéen impose l'adoption de politiques plus adaptées en matière de protection de l'environnement et la préservation des ressources naturelles. Dans un contexte changeant, l'intégration en méditerranée doit en conséquence être repensée pour aller au-delà du simple commerce afin d'ouvrir cet espace à des horizons plus larges de partenariat intégrant les dimensions politique, économique, financière, sociale et humaine et élargissant la coopération aux espaces européen et africain.

Croissance dans le Nouveau Contexte : 2023 : le virage

Aujourd'hui, la covid ne contrôle plus nos vies, n'interfère plus dans nos déplacements et nos transactions commerciales et ne retient plus les économies du monde en otages. Mais la peur et le doute sur un éventuel retour de la pandémie continuent de tarauder les esprits et installent une méfiance de toute anticipation ou projection positive en l'avenir. Les êtres humains comme la plupart des secteurs économiques souffrent encore des affres et des répercussions de cette crise sanitaire inédite tant les contrecoups fâcheux sont importants et les traumatismes et les effets psychologiques induits sont persistants. À en juger par les réactions subites et l'érection de boucliers aux frontières de nombreux pays, en ce début d'année, à l'annonce d'une recrudescence des cas d'infections du coronavirus en Chine. Outre ce climat d'inquiétudes de l'après-corona, d'autres facteurs et événements se sont adjoints tout le long de l'année 2022 pour faire obstacles aux économies du monde et grever leur capacité productive à entamer une reprise sereine, il s'agit en premier lieu et sur toile de fond des dégâts collatéraux provoqués par la guerre russo-ukrainienne et par l'embargo économique des pays occidentaux envers la Russie, de la grande pénurie des produits sur les marchés, des ruptures infligées aux chaînes d'approvisionnement, et l'envolée des prix des produits pétroliers et alimentaires et des matières premières.

**Pour toutes informations complémentaires, veuillez contacter le CMC au 05 22 39 50 72 à 75
Email: cmconjoncture@menara.ma – Site web: www.cmconjoncture.ma**